



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

**MACRON FAIT MINE DE RECULER,
ILS ONT PEUR,**

C'EST LE MOMENT D'Y ALLER ...

ENSEMBLE CONTRE L'INJUSTICE SOCIALE

BULLETIN NPA GESTAMP LE THEIL

12 DECEMBRE 2018

Malgré le déploiement de 89.000 gendarmes et policiers, de véhicules blindés dans les rues de plusieurs grandes villes, Paris en état de siège, de l'intox visant à faire croire que tout manifestant était un casseur en puissance, les arrestations préventives par centaines, la mobilisation n'a pas faibli, bien au contraire. Samedi 1^{er} décembre, à Paris comme en province, la plupart des manifestations ont été plus grosses que le 1^{er} décembre, sans compter les marches pour le climat qui ont fait le plein.

MACRON : DE LA MENACE AU « MEA CULPA » HYPOCRITE

On n'attendait pas grand-chose de l'intervention de Macron... et on n'a pas été déçus.

On a d'abord eu droit à ses menaces: il donnera des « instructions les plus rigoureuses, par tous les moyens... pour le retour au calme et de l'ordre ». Donc des «gilets jaunes» aux lycéens, tous gazés, tous tabassés, Macron promet que ça va continuer.

Ensuite, quelques trémolos pour dire qu'il « n'oublie pas qu'il y a une colère, une indignation », que « beaucoup de français peuvent la partager », rajoutant sans rire trouver la colère « juste à bien des égards ». Tout cela avant d'annoncer ses mesurette.

MACRON FAIT MINE DE RECULER, MAIS PERSISTE

C'est d'abord l'annonce que « le salaire d'un travailleur au SMIC augmentera de 100 euros par mois dès 2019 sans qu'il en coûte un euro de plus pour l'employeur ».

Mais en fait, le SMIC ne progressera que de 1,8%, le reste provenant de l'anticipation de l'augmentation de la prime d'activité et ne concernant que ceux qui y avaient déjà droit. Tout cela payé avec nos impôts car pour Macron, pas question de réintroduire l'Impôt Sur la Fortune (ISF) et de toucher aux riches. En clair, ce sera pris sur les budgets de la sécu, de la santé, de l'éducation, des services publics...

Et pour tous les autres salariés ou ceux qui vivent des minima sociaux, rien n'est prévu. Seule une partie des retraités seront dispensés de la hausse de la CSG, sans dire que la revalorisation des pensions restera limitée à 0,3% alors que l'inflation dépassera 2% en 2019.

Puis, Macron a annoncé qu'il n'y aura plus d'impôt sur les heures sups, oubliant que les «gilets jaunes»

réclament l'augmentation des salaires... sans heures sups ! Quant à l'annonce d'une « prime de fin d'année » pour les petits salaires, ce sera « pour les employeurs qui le peuvent » !

PAS PLUS QUE LES GAZ OU LA MATRAQUE, LES MIETTES N'ARRÊTERONT PAS LA COLÈRE

Après des semaines de mépris affiché, Macron cherche un moyen d'éteindre l'incendie qu'il a provoqué. Il a convoqué tout ce que le pays compte d'autorités instituées, du MEDEF aux directions syndicales, en passant par les élus locaux et les vedettes du show-biz.

Laurent Berger ou Philippe Martinez, et d'autres dirigeants syndicaux, se sont même payé le déshonneur de se désolidariser des «Gilets jaunes», la semaine dernière, en signant une « déclaration commune » appelant au calme.

Sauf que pour ceux et celles qui sont engagés dans cette épreuve de force depuis des semaines, il n'est pas question de lâcher prise maintenant que le pouvoir est aux abois.



TOUS ENSEMBLE, NOUS AVONS LA FORCE DE FAIRE CÉDER CE GOUVERNEMENT

Depuis la semaine dernière, étudiants et lycéens ont commencé à bloquer leurs établissements et à manifester contre les réformes dans l'Éducation.

Ce qui est maintenant à l'ordre du jour, c'est que la mobilisation s'étende aux entreprises, que les milliers de cheminots qui se sont mis en grève au printemps dernier, que les centaines de milliers de salariés qui ont fait grève contre la loi travail en 2016, que les dizaines de milliers de gilets jaunes qui bloquent les ronds-points, que les lycéens et étudiants qui bloquent leurs lieux d'étude, que tout cela se rejoigne.

Pour gagner, c'est ce rapport de force qu'il faut construire par nos luttes, par la grève et dans la rue. Le 14 décembre dans nos entreprises, le 15 avec les «gilets jaunes» et le 17, on continue !

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur
l'actualité des luttes dans notre secteur
Et maintenant sur Facebook



AUJOURD'HUI SE METTRE EN GREVE CELA PEUT PAYER

Bon, d'accord, pour dégager Macron, il faudra la grève générale. Et il faut dès maintenant y penser et s'y préparer. Mais en, attendant, on peut gagner. Les fédérations CGT et FO des transports avaient déposé un préavis de grève pour le 10 décembre.

Et grâce à l'explosion sociale actuelle, cela a suffi pour obtenir une victoire effective sur les heures supplémentaires, dérogeant aux lois El Komeri et Macron ! Dans l'atmosphère actuelle, les patrons ont la trouille et peuvent céder. Alors, à nous d'en profiter pour imposer, dès maintenant, nos revendications !

NOS IMPOTS ET NOTRE SALAIRE FINANCENT LES 100 € « D'AUGMENTATION DU SMIC »

Les « 100 euros de plus pour le Smic » correspondent en fait à une prime d'activité de 80 euros et une baisse des charges de 20 euros, a-t-on expliqué à l'Elysée,

La prime d'activité devait jusqu'alors augmenter de 30 euros en avril 2019, puis être à nouveau revalorisée les années suivantes pour atteindre 80 euros sur le quinquennat. Versée par la CAF mais financée par l'État et notre salaire socialisé (les cotisations sociales) cela ne fait qu'anticiper de quelques mois des dispositions déjà prévues...

« sans qu'il en coûte un seul euro de plus pour l'employeur ». Ah bon ? Ce sera donc à nous de nous payer nous-mêmes, par nos impôts ?

FACE A LA DETRESSE DE FANNY MURIEL PENICAUD MAL EN POINT

Invitée de la matinale de France Inter, mardi 11 décembre, Muriel Pénicaud essuie la colère d'une auditrice. Fanny raconte son quotidien impossible, la disparition des services publics dans son coin de Bretagne, les 70km aller-retour qu'elle doit faire pour se rendre chez Pôle Emploi. « Avec 407 euros, j'aimerais savoir comment exister ».

Le quotidien de centaines de milliers de pauvres et de précaires, grands oubliés du discours de Macron parmi d'autres, éclate à la figure de la ministre. Destabilisée, Muriel Pénicaud, ministre multimillionnaire, ex DRH de chez Danone où elle a gagné 4,74 millions entre 2012 et 2014, bafouille lamentablement : « On ne peut pas tout résoudre en un jour sur le transport, les dépenses contraintes, on a des pistes ... ».

Pas étonnant qu'elle n'ait rien à dire. Entre leur monde et le quotidien de million de gens, il y a un gouffre. Un gouffre et un mépris justement dénoncés par des milliers de gilets jaunes et autres depuis un mois.

CONTRE LES JEUNES MOBILISES, LA POLITIQUE DE LA TERREUR

Entre la matraque et l'humiliation infligée à des dizaines de jeunes forcés de se mettre à genoux, le gouvernement ne lésine pas sur les moyens pour tenter d'étouffer dans l'œuf un mouvement lycéen naissant.

Dans les lycées professionnels d'abord ; contre une adaptation des études aux besoins du patronat ; et contre une diminution des horaires d'enseignement aboutissant à des diplômes dévalorisés et plus de difficultés pour la poursuite d'études après le bac.

En écho avec la dénonciation de la réforme Parcours Sup qui a instauré la sélection à l'entrée à l'université. Dans les autres lycées, la contestation porte aussi sur la réforme du bac.

Avec des établissements qui ne pourront pas offrir tous une large palette d'options, et une grande part de

contrôle continu dans les épreuves du bac, le risque est de remettre en cause le caractère national de ce diplôme, pénalisant les élèves issus des lycées les moins « prestigieux ». En usant sauvagement de la matraque contre les jeunes mobilisés, Macron ne fait que jeter de l'huile sur le feu.

LES PATRONS SONT INQUIETS... TANT MIEUX, EXIGEONS NOTRE DU

Stéphane Richard, grand patron d'Orange, vient d'engager les patrons à lâcher quelques augmentations de salaires : « Je crois qu'il va falloir qu'on entende la colère qui s'est manifestée. Je crois qu'aujourd'hui on ferait une grave erreur si on ignorait ce qui se passe autour de nous (...) Il va falloir qu'on lâche du lest »

Ce grand patron du CAC40, qui regroupe ces 40 sociétés françaises qui ont annoncé 93,4 milliards d'euros de profits en 2017 (+ 24 % par rapport à 2016), nous promet quelques miettes pour calmer la colère sur le pouvoir d'achat !

Mais leurs profits records viennent justement des bas salaires, de la précarité, du gel des augmentations ces dernières années. Ça ne peut plus durer ! Aujourd'hui, les patrons sont inquiets face au mouvement des Gilets jaunes, les grèves actuelles, la contestation dans la jeunesse... Autant de raisons de faire grève le 14 décembre, de continuer le 15 avec les Gilets jaunes et les jours d'après. Entrons nous aussi dans la mobilisation.

TOUS ENSEMBLE POUR LES SALAIRES

La ministre du travail, ex DRH de Danone, vient d'évoquer une prime transport ainsi qu'une « prime exceptionnelle défiscalisée et exonérée de charges »... pour tenter de calmer la colère sur le pouvoir d'achat. Elle promet même quelques miettes avec l'intéressement et la participation dans les entreprises. On connaît tous ce genre de prime.

Ras-le-bol de ces saupoudrages, exigeons de vrais augmentations de salaires pour toutes et tous, CDI, CDD et intérim !

POUR LES SALAIRES, LES RETRAITES, LES ALLOCATIONS PRENDRE L'ARGENT OU IL EST

Il paraît qu'il n'y a pas de marges pour les salaires dans les entreprises. En tous cas dans certaines il y en a. Les 40 plus grandes, celles du CAC 40, auront versé en 2018 près de 47 milliards à leurs actionnaires. 47 milliards : de quoi créer plus d'un million d'emplois correctement payés. ou l'équivalent d'une augmentation de 300€ pour plus de 10 millions de salariés.

Il paraît qu'il n'y a pas d'argent dans les caisses pour les retraites, les allocations, les services publics. Cela n'empêche pas Macron de faire pleuvoir des cadeaux par milliards.

Des milliards pour les plus riches avec la suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune et le plafonnement des impôts sur les revenus de placement financiers.

Des milliards pour les entreprises au travers des baisses de cotisations sociales et d'impôts. Juste un exemple : le CICE (Crédit Impôt Compétitivité Emploi) dont bénéficient les entreprises va en 2019 priver le budget de l'Etat de 40 milliards. En pure perte car le cadeau ne s'accompagne d'aucune obligation en matière d'emploi.

Si notre bulletin t'intéresse, n'hésite pas à le diffuser
Ou à nous contacter : npa.perche@gmail.com
Ou à joindre les diffuseurs : Tél. 06 82 44 28 63